

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 MARS 1919.

Projet de loi

relatif à l'équivalence entre les titres et diplômes obtenus à l'étranger pendant la guerre et les certificats et diplômes légaux belges.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Par le fait de la guerre, de nombreux jeunes gens, réfugiés en pays neutres ou alliés, ont suivi des cours et passé des examens dans des universités ou établissements d'éducation supérieure étrangers.

La question s'est posée de savoir à quel organisme incombait le soin de décider s'il y avait équivalence entre les titres et diplômes obtenus par eux et les certificats et diplômes légaux belges.

L'attention d'une des Commissions de la Chambre des Représentants, récemment chargée de l'examen d'un projet de loi déposé par le Gouvernement, a notamment été appelée sur la valeur des titres et diplômes obtenus à l'étranger et elle a exprimé le vœu, par la voix de son rapporteur, que le point fût envisagé sans tarder.

Il n'a pas manqué de l'être déjà par le Gouvernement du Havre : un arrêté-loi du 15 septembre 1918 porte, en effet, en son article 2 :

« Pendant la durée de la guerre, les jurys constitués par le Gouvernement pour la collation des grades académiques légaux décideront si l'équivalence peut être admise entre les diplômes et certificats belges et les diplômes et certificats conquis à l'étranger par les récipiendaires qui se présenteront devant eux. »

Cet arrêté ne prévoit l'intervention des susdits jurys que pendant la durée de la guerre.

Or, il n'est pas douteux que tous les cas d'équivalence éventuelle ne pourront pas être examinés et résolus avant que la paix soit signée.

Il y a donc lieu de légiférer à nouveau. Le projet soumis à vos délibérations s'inspire de cette nécessité.

Au lieu de laisser aux seuls jurys constitués par le Gouvernement, dont les sessions, dans les circonstances actuelles, ne sauraient se prolonger sans inconvénient pour les études universitaires, le soin de se prononcer sur les équivalences, il étend cette aptitude aux jurys des quatre universités, mais il refuse strictement toute faveur aux jeunes gens, Belges ou originaires d'un pays allié, qui n'auraient pas satisfait à leurs obligations militaires.

Il ne faut pas qu'un réfractaire, ayant pu continuer ses études parce que réfractaire, puisse jouir d'avantages accordés aux récipiendaires qui ont fait leur devoir.

Toutefois, l'examen des demandes d'équivalence relatives à des diplômes ou titres finaux est exclusivement réservé au jury central, en vue de mieux sauvegarder l'unité de jurisprudence.

Cette disposition s'inspire, d'ailleurs de l'article 50 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891, relatif aux dispenses que comporte la possession d'un diplôme obtenu à l'étranger.

Mais le projet va plus loin que ne le prévoit cet article 50.

Celui-ci ne permet, en effet, d'accorder de dispenses qu'aux porteurs d'un diplôme de licencié, de docteur ou de pharmacien, obtenu à l'étranger, sans s'inquiéter de la nationalité de l'intéressé.

Le paragraphe 2 de l'article 2 permet d'octroyer l'équivalence à *tout* titre ou diplôme final ayant son correspondant comme diplôme légal belge, mais il requiert de l'impétrant la qualité de Belge.

Le droit commun reste donc applicable aux étrangers, en ce qui concerne le diplôme final, mais non en ce qui concerne les diplômes, titres ou certificats intermédiaires.

La publication prévue à l'article 4 est en quelque sorte une mesure de contrôle en même temps qu'un moyen d'assurer autant que possible l'uniformité dans les décisions.

L'article 5 répond à une demande d'étudiants que l'état de guerre a mis dans la nécessité d'entreprendre leurs études supérieures en Allemagne, mais qui désirent les continuer en Belgique pour autant qu'il soit tenu compte de leur préparation antérieure et bien que celle-ci ne soit mentionnée par aucun titre.

Le Gouvernement examinera chaque cas en particulier et pourra seul accorder les dispenses nécessaires, sur l'avis conforme des facultés universitaires intéressées.

Enfin, les Universités pourront conférer à ces étudiants des certificats et des diplômes, bien qu'ils n'aient pas été leurs élèves.

Il convient de ne pas perdre de vue que ces mesures qui, à première vue, paraissent très larges, sont essentiellement transitoires et ne seront applicables que jusqu'au 31 décembre 1920, ainsi que le prévoit l'article 6.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

ALP. HARMIGNIE.



PROJET DE LOI

relatif à l'équivalence entre les titres et diplômes obtenus à l'étranger pendant la guerre et les certificats et diplômes légaux belges.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Sciences et des Arts présentera, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les diplômes, titres et certificats délivrés par des jurys étrangers, pendant les années 1913 à 1919, peuvent être rendus équivalents aux certificats et diplômes prévus par l'article 5 ou délivrés à la suite des épreuves mentionnées aux articles 9 et 12 à 28 de la loi du 10 avril 1890-5 juillet 1891.

Cette mesure toutefois et celle qui fait l'objet de l'article 5 de la présente loi, ne sont applicables qu'aux Belges et aux nationaux des pays

WETSONTWERP

rakende de gelijkwaardigheid tusschen titels en diploma's in den vreemde onder den oorlog verworven, en de wettelijke Belgische getuigschriften en diploma's.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Wetenschappen en Kunsten,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Wetenschappen en Kunsten, zal uit Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp indienen, waarvan hierna de inhoud :

ARTIKEL EEN.

Diploma's, titels en getuigschriften, afgeleverd door buitenlandse jury's in den loop der jaren 1915-1919, kunnen gelijkwaardig gemaakt met de getuigschriften en diploma's, voorzien onder artikel 5 of afgeleverd ten gevolge van de onder de artikelen 9 en 12 tot 28 der wet van 10 April 1890-5 Juli 1891 vermelde proeven.

Echter zijn deze maatregel, en de maatregel die het voorwerp uitmaakt van artikel 5 dezer wet, slechts toepasselijk op Belgen en

alliés qui ont satisfait à leurs obligations militaires, ainsi qu'aux sujets des pays neutres.

ART. 2.

Les jurys universitaires et les jurys constitués par le Gouvernement en vertu de l'article 31 de la loi précitée sont compétents pour accorder les équivalences demandées par les récipiendaires qui se présentent devant eux pour subir une épreuve ou un examen.

Le jury central est seul compétent pour accorder les équivalences aux Belges qui ont obtenu, devant des jurys étrangers, des diplômes ou titres finaux d'enseignement supérieur correspondant aux grades légaux.

Pour les équivalences prévues au paragraphe précédent et sollicitées par des étrangers, l'article 50 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 reste applicable.

ART. 3.

Les équivalences peuvent être accordées purement et simplement ou à la suite d'une épreuve complémentaire dont les matières sont déterminées par le jury compétent.

ART. 4.

Les Universités sont tenues de publier par la voie du *Moniteur belge*, dans les dix premiers jours de chaque mois, les équivalences admises par elles pendant le mois précédent.

Dans le mois qui suit la clôture de chacune des sessions des jurys constitués par lui, le Gouvernement fait

landslieden van de verbonden naties die hunne militaire plichten hebben gekweten, alsook op onderdanen van onzijdige landen.

ART. 2.

De Universiteitsjury's en de jury's door de Regeering uit hoofde van artikel 31 van voormelde wet aangesteld, zijn ertoe bevoegd de gelijkwaardigheid toe te kennen, aangevraagd door de recipiendi die zich tot het afleggen van eene proef of een examen bij haar aanmelden.

De middenjury alleen is bevoegd tot het toekennen der gelijkwaardigheid aan Belgen die, voor buitenlandse jury's einddiploma's of titels van hooger onderwijs, die gelijkstaan met de wettelijke graden, hebben bekomen.

Artikel 50 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 blijft toepasselijk voor de gelijkwaardigheid, voorzien bij vorige paragraaf en door vreemde delingen aangevraagd.

ART. 3.

De gelijkwaardigheid kan zonder meer, of ten gevolge van eene bijproef over de door de bevoegde jury vastgestelde leerstof, worden toegekend.

ART. 4.

De Universiteiten dienen in den *Moniteur Belge*, binnen de tien eerste dagen van iedere maand, de door haar onder de vorige maand aangenomen gelijkwaardigheidsgevallen bekend te maken.

De Regeering maakt, op dezelfde wijze, binnen de maand die op de sluiting der zittingen van de door

connaître, par la même voie, les équivalences admises par ces jurys au cours de la session.

ART. 5.

Les Belges ou les nationaux des pays alliés ou neutres qui ont commencé, postérieurement au 4 août 1914, des études supérieures à l'étranger, mais qui ne sont porteurs d'aucun titre académique le constatant, peuvent, s'ils désirent continuer ces études en Belgique, obtenir du Gouvernement, sur l'avis conforme des facultés universitaires intéressées, les dispenses nécessaires en vue de l'obtention des grades prévus par les articles 15 à 28 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891.

Par dérogation à l'article 40 de cette loi, les Universités peuvent leur délivrer des certificats et des diplômes.

ART. 6.

Un arrêté royal réglera les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente loi, qui entrera en vigueur dès le lendemain de sa promulgation et le restera jusqu'au 31 décembre 1920.

ART. 7.

L'arrêté-loi du 15 septembre 1918 est abrogé.

Donné à Bruxelles, le 13 mars 1919.

haar aangestelde jury's volgt, de gelijkwaardigheidsgevallen bekend, door deze jury's in den loop der zitting aangenomen.

ART. 5.

Belgen en landslieden van verbonden of onzijdige naties die, na 4 Augustus 1914, in den vreemde hogere studiën hebben aangevangen, maar die geen enkelen academischen titel tot vaststelling daarvan dragen, kunnen, zoo zij hunne studiën in België wenschen voort te zetten, op overeenstemmend advies der betrokken Universiteitsfaculteiten de noodige vrijstellingen bekomen, tot verkrijgen der onder de artikelen 15 tot 28 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 voorziene graden.

Bij afwijking van artikel 40 derzelfde wet, kunnen de Universiteiten hun getuigschriften en diploma's afleveren.

ART. 6.

Een koninklijk besluit zal de noodige beschikkingen regelen tot uitvoering van deze wet, die daags na hare bekendmaking in werking zal treden en geldig zijn zal tot op 31 December 1920.

ART. 7.

Het besluit-wet van 15 September 1918 wordt ingetrokken.

Gegeven te Brussel, den 13^o Maart 1919.

ALBERT.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

ALP. HARMIGNIE.

(A)

(N^o 96)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 MAART 1919.

Wetsontwerp

rakende de gelijkwaardigheid tusschen titels en diploma's in den vreemde onder den oorlog verworven, en de wettelijke Belgische getuigschriften en diploma's.

Memorie van Toelichting

MIJNE HEEREN,

Ten gevolge van den oorlogstoestand hebben talrijke jongelieden, naar onzijdige of verbonden landen uitgeweken, aldaar leergangen gevolgd en examens afgelegd in universiteiten of gestichten van hooger onderwijs.

De vraag is gerezen, welk lichaam vaststellen zou, of gelijkwaardigheid bestaat tusschen de door hen bekomen titels en diploma's, en de wettelijke Belgische getuigschriften en diploma's.

De aandacht van eene der Commissies van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, onlangs belast met het onderzoek van een door de Regeering neergelegd wetsontwerp, werd inzonderheid gevestigd op de waarde der in den vreemde behaalde titels en diploma's; bij monde van haar verslaggever heeft zij den wensch uitgedrukt dit punt onverwijld te zien onderzoeken.

Reeds had de Regeering van Le Havre dit gedaan : inderdaad, artikel 2 van een besluit-wet van 15 September 1918, luidt :

« Tijdens den duur van den oorlog, zullen de door de Regeering aange-stelde jury's tot het begeven der wettelijke academische graden beslissen of aan de diploma's en getuigschriften in den vreemde verworven door de recipiendi die zich voor hen zullen aanbieden, eene gelijke waarde mag worden toegekend. »

Dit besluit voorziet de tusschenkomst van gemelde jury's alleen voor den duur van den oorlog.

Het staat echter vast dat niet alle gevallen van gebeurlijke gelijkwaardigheid vóór het teekenen van den vrede kunnen onderzocht en opgelost.

Nieuwe wetsbepalingen dienen dus tusschen te komen. Uit deze noodzakelijkheid spruit het ontwerp voort, dat u wordt onderworpen.

In plaats van de beslissing over de gevallen van gelijkwaardigheid alleen

aan de door de Regeering aangestelde jury's over te laten, die zonder schade voor de universiteitsstudiën hunne zittingen niet kunnen verlengen, breiden zij deze bevoegdheid tot de jury's der vier universiteiten uit, maar weigert volstrekt alle gunst aan jongelieden, Belgen of landslieden van eene verbonden natie, die hunne militaire plichten niet hebben gekweten. Een weerspannige, die als zoodanig zijne studiën zou hebben kunnen voortzetten, mag dezelfde voordeelen niet genieten als de recipiendi welk hun plicht hebben gedaan.

Het onderzoek van de aanvragen tot gelijkwaardigheidsverklaring van einddiploma's en titels is echter uitsluitend aan de middenjury overgelaten, tot behoud der eenheid in de rechtsvoering.

Deze bepaling berust trouwens op artikel 50 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891, rakende de vrijstellingen die het gevolg zijn van het bezit van een in den vreemde behaald diploma.

Het voorstel gaat echter verder dan in dit art. 50 voorzien.

Bedoeld artikel, immers, laat alleen vrijstelling toe voor de dragers van een licenciaats-, doctors-, of apothekersdiploma, in den vreemde bekomen, afgezien van 's betrokkenen nationaliteit.

Paragraaf 2 van artikel 2 laat de gelijkwaardigheidserkenning toe voor *elken* eindtitel, voor *elk* einddiploma die met een wettelijk Belgisch diploma zouden gelijkstaan, maar eischt dat de verkrijger Belg zij.

Het gemeene recht blijft dus toepasselijk op de vreemdelingen, wat het einddiploma betreft, maar niet wat betreft de tusschendiploma's, -titels of -getuigschriften.

De onder art. 4 voorziene bekendmaking maakt iets als een controlemaatregel uit, en is tevens een middel om de beslissingen zoo goed als doenlijk gelijkvormig te maken.

Artikel 5 geeft antwoord op het verzoek van studenten die zich door den oorlogstoestand gedwongen zagen, hunne hogere studiën in Duitschland te ondernemen, die echter wenschen ze in België voort te zetten, voor zoverre rekening worde gehouden met hunne voorafgaande voorbereiding, al blijkt deze door geen enkelen titel bevestigd.

De Regeering zal elk geval afzonderlijk onderzoeken en kan alleen de noodige vrijstellingen verleenen, op overeenkomstig advies der betrokken universiteitsfaculteiten.

Om te eindigen, kunnen de universiteiten voortaan aan deze studenten getuigschriften en diploma's uitreiken, ook wanneer zij nooit tot hare leerlingen hebben behoord.

Het dient niet uit het oog verloren dat deze maatregelen, die op eerste zicht zeer breed opgevat voorkomen, in hun wezen overgangsmaatregelen zijn, die na 31 December 1920 niet meer kunnen toegepast, zooals voorzien in artikel 6.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten,

ALP. HARMIGNIE.

PROJET DE LOI

relatif à l'équivalence entre les titres et diplômes obtenus à l'étranger pendant la guerre et les certificats et diplômes légaux belges.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Sciences et des Arts présentera, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les diplômes, titres et certificats délivrés par des jurys étrangers, pendant les années 1915 à 1919, peuvent être rendus équivalents aux certificats et diplômes prévus par l'article 5 ou délivrés à la suite des épreuves mentionnées aux articles 9 et 12 à 28 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891.

Cette mesure toutefois et celle qui fait l'objet de l'article 5 de la présente loi, ne sont applicables qu'aux Belges et aux nationaux des pays

WETSONTWERP

rakende de gelijkwaardigheid tusschen titels en diploma's in den vreemde onder den oorlog verworven, en de wettelijke Belgische getuigschriften en diploma's.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Wetenschappen en Kunsten,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Wetenschappen en Kunsten, zal uit Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp indienen, waarvan hierna de inhoud :

ARTIKEL EEN.

Diploma's, titels en getuigschriften, afgeleverd door buitenlandse jury's in den loop der jaren 1915-1919, kunnen gelijkwaardig gemaakt met de getuigschriften en diploma's, voorzien onder artikel 5 of afgeleverd ten gevolge van de onder de artikelen 9 en 12 tot 28 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 vermelde proeven.

Echter zijn deze maatregel, en de maatregel die het voorwerp uitmaakt van artikel 5 dezer wet, slechts toepasselijk op Belgen en

alliés qui ont satisfait à leurs obligations militaires, ainsi qu'aux sujets des pays neutres.

ART. 2.

Les jurys universitaires et les jurys constitués par le Gouvernement en vertu de l'article 31 de la loi prérappelée sont compétents pour accorder les équivalences demandées par les récipiendaires qui se présentent devant eux pour subir une épreuve ou un examen.

Le jury central est seul compétent pour accorder les équivalences aux Belges qui ont obtenu, devant des jurys étrangers, des diplômes ou titres finaux d'enseignement supérieur correspondant aux grades légaux.

Pour les équivalences prévues au paragraphe précédent et sollicitées par des étrangers, l'article 50 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 reste applicable.

ART. 3.

Les équivalences peuvent être accordées purement et simplement ou à la suite d'une épreuve complémentaire dont les matières sont déterminées par le jury compétent.

ART. 4.

Les Universités sont tenues de publier par la voie du *Moniteur belge*, dans les dix premiers jours de chaque mois, les équivalences admises par elles pendant le mois précédent.

Dans le mois qui suit la clôture de chacune des sessions des jurys constitués par lui, le Gouvernement fait

landslieden van de verbonden naties die hunne militaire plichten hebben gekweten, alsook op onderdanen van onzijdige landen.

ART. 2.

De Universiteitsjury's en de jury's door de Regeering uit hoofde van artikel 31 van voormelde wet aangesteld, zijn ertoe bevoegd de gelijkwaardigheid toe te kennen, aangevraagd door de recipiendi die zich tot het afleggen van eene proef of een examen bij haar aanmelden.

De middenjury alleen is bevoegd tot het toekennen der gelijkwaardigheid aan Belgen die, voor buitenlandsche jury's einddiploma's of titels van hooger onderwijs, die gelijkstaan met de wettelijke graden, hebben bekomen.

Artikel 50 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 blijft toepasselijk voor de gelijkwaardigheid, voorzien bij vorige paragraaf en door vreemdelingen aangevraagd.

ART. 3.

De gelijkwaardigheid kan zonder meer, of ten gevolge van eene bijproef over de door de bevoegde jury vastgestelde leerstof, worden toegekend.

ART. 4.

De Universiteiten dienen in den *Moniteur Belge*, binnen de tien eerste dagen van iedere maand, de door haar onder de vorige maand aangenomen gelijkwaardigheidsgevallen bekend te maken.

De Regeering maakt, op dezelfde wijze, binnen de maand die op de sluiting der zittingen van de door

connaître, par la même voie, les équivalences admises par ces jurys au cours de la session.

ART. 5.

Les Belges ou les nationaux des pays alliés ou neutres qui ont commencé, postérieurement au 4 août 1914, des études supérieures à l'étranger, mais qui ne sont porteurs d'aucun titre académique le constatant, peuvent, s'ils désirent continuer ces études en Belgique, obtenir du Gouvernement, sur l'avis conforme des facultés universitaires intéressées, les dispenses nécessaires en vue de l'obtention des grades prévus par les articles 13 à 28 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891.

Par dérogation à l'article 40 de cette loi, les Universités peuvent leur délivrer des certificats et des diplômes.

ART. 6.

Un arrêté royal réglera les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente loi, qui entrera en vigueur dès le lendemain de sa promulgation et le restera jusqu'au 31 décembre 1920.

ART. 7.

L'arrêté-loi du 15 septembre 1918 est abrogé.

Donné à Bruxelles, le 13 mars 1919.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

haar aangestelde jury's volgt, de gelijkwaardigheidsgevallen bekend, door deze jury's in den loop der zitting aangenomen.

ART. 5.

Belgen en landslieden van verbonden of onzijdige naties die, na 4 Augustus 1914, in den vreemde hogere studiën hebben aangevangen, maar die geen enkelen academischen titel tot vaststelling daarvan dragen, kunnen, zoo zij hunne studiën in België wenschen voort te zetten, op overeenstemmend advies der betrokken Universiteitsfaculteiten de noodige vrijstellingen bekomen, tot verkrijgen der onder de artikelen 13 tot 28 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 voorziene graden.

Bij afwijking van artikel 40 derzelfde wet, kunnen de Universiteiten hun getuigschriften en diploma's afleveren.

ART. 6.

Een koninklijk besluit zal de noodige beschikkingen regelen tot uitvoering van deze wet, die daags na hare bekendmaking in werking zal treden en geldig zijn zal tot op 31 December 1920.

ART. 7.

Het besluit-wet van 15 September 1918 wordt ingetrokken.

Gegeven te Brussel, den 13^{de} Maart 1919.

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

ALBERT.

ALP. HARMIGNIE.